



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 28 Novembre 2022

Régional

❖ COP 27 : Création du fonds pour les pertes et dommages liés au changement climatique

Les pourparlers sur le climat de la COP27 en Égypte se sont terminés par la décision de créer un fonds pour les pertes et dommages afin d'aider les pays pauvres à faire face aux effets du changement climatique. Selon les estimations, le réchauffement pourrait faire perdre jusqu'à 50 MdsUSD par an d'ici 2050 aux nations africaines. A titre d'exemple, la sécheresse qui touche actuellement la région de la Corne de l'Afrique a provoqué la perte de millions de têtes de bétail, et de terres cultivées, et a confronté 22 millions de personnes à une insécurité alimentaire aigüe (IPC 3 ou plus). Les conclusions de la COP 27 sont cependant restées vagues sur la provenance et le montant des fonds qui seront décaissés. Un comité de transition sera mis en place dans une convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, et fera des recommandations sur l'opérationnalisation des fonds lors de la COP28, qui aura lieu aux Émirats arabes unis en 2023. Le comité devrait se réunir pour la première fois avant la fin du mois de mars 2023.

❖ Subvention de 9,73 MUSD pour le développement du marché numérique en Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) a signé un accord de subvention de 9,73MUSD avec la Commission de l'Union africaine (CUA) pour la mise en œuvre du projet pour le développement du marché numérique en Afrique (phase 1). Approuvé par la BAD en septembre, le projet soutient la mise en œuvre par la CUA de projets d'économie numérique pour renforcer un marché numérique unique continental ainsi que la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine et de la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique. Prévu sur 3 ans (2023-26), le projet contribuera à renforcer les cadres (stratégiques, politiques, réglementaires et conceptuels) et les dimensions transversales (genre, changement climatique et résilience) pour le développement de l'économie

numérique en Afrique. L'objectif est d'établir un marché numérique unique sur le continent africain d'ici 2030.

❖ Première édition de l'Indice de l'Industrialisation en Afrique

La Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ont lancé la première édition de l'Indice de l'Industrialisation en Afrique (IIA) qui vise à fournir une vue d'ensemble de l'évolution du développement industriel en Afrique entre 2010 et 2021 (52 pays sur 54 ont été notés). Le rapport 2022 sur l'IIA fait état de progrès en matière d'industrialisation sur le continent puisque 37 des 52 pays évalués ont amélioré leur note en 2021 par rapport à 2010. L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et Maurice occupent les premières places du classement. Djibouti a lui enregistré la plus forte progression dans le classement par rapport à 2010 (33/52 en 2021, +17 places), suivi du Bénin (18^{ème}, +14), du Mozambique (30^{ème}, +7), du Sénégal (7^{ème}, +7) et de l'Éthiopie (25^{ème}, +6) entre autres. La région Afrique de l'Est est créditée du score moyen de l'IIA le plus faible du continent, malgré un niveau élevé d'intégration régionale. Notons que malgré une hausse de la production industrielle en Afrique Subsaharienne, cette dernière ne suit pas le rythme de la croissance économique générale de la zone puisque la part de l'industrie manufacturière dans le PIB d'Afrique Subsaharienne est en légère baisse (10 % en 2021 contre 13 % en 2000). L'IIA prend en compte trois dimensions pour établir son classement: la performance du secteur manufacturier, les déterminants directs de la production manufacturière (capital et main-d'œuvre), ainsi que les déterminants indirects ou l'environnement propice, notamment la stabilité macroéconomique et la qualité des politiques et des institutions.

❖ Burundi

L'inflation alimentaire pèse sur les écoles et les élèves

Les internats burundais alertent sur les problèmes de restauration des élèves suite à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les parents et les syndicalistes appellent l'État à revoir la subvention de 0,43 USD allouée par jour à chaque élève, jugée insuffisante. La situation risque de peser à long terme sur l'endettement des écoles et sur les performances des élèves, la mauvaise alimentation ayant un impact sur la concentration et le taux d'abandon. Pour rappel, suite à la guerre en Ukraine, l'inflation alimentaire a atteint 26,3% en octobre, soit son plus haut niveau depuis 2017.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Érythrée

Pas de brève cette semaine

❖ Éthiopie

Nouvelle stratégie « Vision 2035 » d'Ethiopian Airlines

Ethiopian Airlines (EAG) a annoncé le lancement de la nouvelle stratégie de l'entreprise « Vision 2035 » qui vise à positionner EAG dans les 20 groupes aériens les plus importants au monde d'ici 2035. EAG prévoit d'augmenter à 240 le nombre de destinations desservies (22 destinations domestiques et 128 à l'international actuellement); de doubler sa flotte (138 aéronefs actuellement); de porter à 67,2 M (contre 8,6 M en 2021/22) le nombre de passagers annuel et à 3 Mt (contre 768 000 t en 2021/22) l'activité cargo à l'année. Le renforcement de l'offre d'EAG devrait lui permettre d'atteindre un chiffre d'affaires annuel de 25 Mds USD, soit 5 fois plus que celui de l'année fiscale écoulée. S'agissant des infrastructures, EAG a pour projet la construction de 5 nouveaux aéroports régionaux ainsi qu'un méga hub aéroportuaire à Bishoftu (sud-est de la capitale).

Augmentation du capital d'*Awash Bank* à 1 Md USD en vue de l'ouverture du secteur bancaire

Afin de se préparer à l'ouverture du secteur bancaire aux capitaux étrangers, *Awash International Bank* (*Awash*) a pris la décision d'augmenter son capital à 55 Mds ETB (1 Md USD), soit le quintuple de son capital actuel (12 Mds ETB). Cette mesure fera d'*Awash* la première banque du pays, devançant la banque publique *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE) dont le capital s'élève à 40 Mds ETB. En parallèle, la CBE a sollicité une augmentation de capital auprès de *Ethiopian Investment Holdings*. Annoncé dès février 2022, le projet de loi visant à ouvrir le secteur bancaire éthiopien aux banques étrangères a été approuvé par le Conseil des ministres en septembre 2022.

Cette ouverture du secteur bancaire permettrait, selon le gouvernement éthiopien, « d'accroître la compétitivité, l'efficacité et l'efficience du secteur financier ». Néanmoins, certains banquiers et experts du secteur soulignent que les banques étrangères mettront du temps avant d'entrer sur le marché éthiopien en raison de problèmes liés à la libéralisation des comptes en devises, au régime de change, à la situation politique, aux modalités d'entrée autorisées et aux restrictions imposées par la Banque centrale.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Kenya

Les revenus des banques commerciales sur les opérations de change ont doublé

La hausse des cours internationaux des matières premières, conséquence des perturbations logistiques et de la guerre en Ukraine, a entraîné une forte hausse de la demande de dollars pour faire face à l'augmentation des importations en valeur, alors que le resserrement monétaire mondial a provoqué une dépréciation du shilling de l'ordre de 8,13 % par rapport au dollar depuis le début d'année. Ce décalage entre l'offre et la demande a permis aux banques kenyanes de premier rang de gagner 0,43 Mds USD grâce aux échanges de devises au cours des neuf derniers mois, contre 0,23 Mds USD à la même période l'année précédente. *I&M Group* a ainsi triplé ses revenus issus des opérations de change pour

atteindre 30,8 MUSD entre janvier-septembre 2022, contre 14,9 MUSD à la même période l'année précédente. NCBA a également augmenté ses revenus de change de 162,91 %, KCB Group de 86,39 % et Diamond Trust Bank de 80,59 %. Les réserves de change officielles du Kenya - largement exploitées pour le paiement du service de la dette extérieure et les importations essentielles - sont tombées en dessous de l'équivalent de quatre mois de couverture des importations pour la première fois depuis octobre 2015, à 3,95 mois selon la CBK.

La Haute Cour du Kenya freine les projets d'importation d'OGM

La Haute Cour du Kenya a temporairement suspendu le projet du gouvernement d'autoriser l'importation et la distribution d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en attendant que soit tranchée une action en justice contre la levée de l'interdiction. L'action en justice, qui est la deuxième à être intentée contre l'administration du président William Ruto pour avoir autorisé la consommation d'OGM au Kenya, a été déposée par la Kenyan Peasants League, un lobby représentant les petits agriculteurs. Le groupe affirme que la décision de lever l'interdiction n'est pas conforme à la procédure et qu'elle est donc illégale.

Le Trésor kényan affirme que le pays n'a pas de marge de manœuvre pour de nouveaux emprunts

La semaine dernière, la CBK a émis pour la première fois depuis 2020 une obligation à 6 ans, cherchant à lever 714,6 MUSD auprès d'investisseurs détenant des bons du Trésor (maturité inférieure à 2 ans). Cette opération de swap devrait permettre au gouvernement

d'allonger l'échéance de remboursement de sa dette et de financer ses opérations dans un environnement budgétaire tendu. Le secrétaire du Cabinet du Trésor a déclaré que les marges de manœuvre du Trésor Kenyan avaient été réduites par la multiplicité des chocs économiques, notamment la sécheresse en cours, les effets de la pandémie de Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne. Pour rappel, la dette publique du Kenya a atteint 69,4 % du PIB en octobre, avec un service de la dette élevé, notamment lié au remboursement du prêt SGR (Mombasa-Nairobi Standard Gauge Railway). Afin de minimiser le coût de la gestion de la dette publique et des emprunts sur le long terme, le président William Ruto a ordonné au Trésor mi-novembre de ne plus emprunter sur le marché intérieur à des taux supérieurs à 10 %. Par ailleurs, le secrétaire du cabinet au Trésor a également déclaré que la croissance au T3 2022 devrait ralentir suite aux conséquences de la guerre en Ukraine et de la sécheresse, après une reprise dynamique au T1 (6,8 % de croissance) et au T2 (5,2 %), faisant craindre une diminution des recettes publiques.

Madagascar

Pas de brève cette semaine

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

L'industrie du café a atteint un nouveau record de recettes en 2021/2022

Selon le dernier rapport de la *Uganda Coffee Development Authority (UCDA)* publié en novembre et établissant le bilan de l'année 2021/2022 pour l'industrie du café (de septembre 2021 à septembre 2022), les recettes des exportations de café « vert » (non-transformé) ont atteint un nouveau record de 876 MUSD. En effet, bien que la production ait diminué sous l'effet de sécheresses répétées (5,83 millions de sacs de 60 kilos contre 6,55 millions en 2020/2021), la hausse mondiale du prix du grain a suscité une croissance de 39 % des recettes d'exportations. Ces dernières proviennent principalement des échanges avec l'Italie, le Soudan du Sud, l'Allemagne, l'Inde et la Belgique (65,7 % des parts de marché cumulées) même si l'Ouganda enregistre des parts de marché croissantes dans de nouveaux pays consommateurs de café tels que la Chine, la Corée du Sud et certains pays d'Europe de l'Est. Cette performance, bien qu'encourageante au vu des objectifs de développement de l'industrie, reste éloignée de la cible de production fixée par le gouvernement à 12 millions de sacs d'ici à 2040.

Rwanda

La Chine annule une dette de 7,1 MUSD du Rwanda

La Chine a offert au Rwanda un allègement de dette de 7,1 MUSD sur un prêt utilisé pour construire la route Masaka-Kabuga de 6,36 kilomètres dans le cadre du projet de modernisation de la voirie urbaine de Kigali. Selon une déclaration publiée par le gouvernement rwandais, cette mesure s'inscrit dans le cadre de la décision de la Chine d'annuler le prêt sans intérêt en cours, conformément à l'accord de coopération économique et

technique entre les deux pays. La Chine a déclaré que l'annulation de la dette faisait partie du paquet économique annoncé par le président Xi Jinping lors de la 8^{ème} conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine. Après avoir signé l'accord d'annulation de la dette lundi avec l'ambassadeur de Chine au Rwanda, Wang Xuekun, le ministre rwandais des finances et de la planification économique, Uzziel Ndagijimana, a déclaré que la Chine et le Rwanda jouissaient d'une "coopération bilatérale saine [...] attestée par la contribution substantielle de la République de Chine aux aspirations de développement du Rwanda". L'ambassadeur Wang Xuekun a déclaré que "la Chine espère apporter une contribution à la transformation et au redressement du Rwanda", et a ajouté que "la Chine travaillera avec le Rwanda pour une coopération pratique plus approfondie dans divers domaines dans le cadre de l'initiative des nouvelles routes de la soie afin d'apporter plus de bénéfices aux deux peuples".

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Délivrance de la première licence d'exploitation du spectre télécoms à Hormuud Telecom

L'Autorité nationale des communications de Somalie (NCA) a délivré à Hormuud Telecom, opérateur somalien en tête des parts de marché, la première licence d'utilisation du spectre télécoms du pays. Conformément au cadre d'octroi de licence établi en 2019, les opérateurs télécoms somaliens avaient été invités par la NCA à demander des licences d'exploitation. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme de restructuration du marché des télécoms et de numérisation, engagé depuis 2017

par le gouvernement. Hormuud Telecom dispose désormais de ressources qui devraient lui permettre d'améliorer la couverture réseau et d'introduire de nouvelles technologies sur le marché, comme la 5G par exemple.

📍 Soudan

Suspension des syndicats et fédérations professionnels.

Le chef du Conseil de souveraineté a suspendu le 29 novembre les activités de tous les syndicats et fédérations professionnelles y compris la Sudanese Business Federation (SBF), équivalent de notre Medef, organisations qu'il avait lui-même nommé après le coup d'Etat du 25 octobre 2021. Certains observateurs estiment que le général Burhan a voulu ainsi mettre fin aux rumeurs qui estimaient que les comités directifs de ces organisations syndicales étaient des affidés de l'ancien régime. Cette décision intervient alors que des négociations entre les militaires et les forces d'opposition pourraient enfin aboutir à la nomination d'un gouvernement civil intérimaire. Un comité présidé par le régisseur général des organisations syndicales au ministère de la Justice a été chargé de nommer des comités intérimaires pour assurer la direction de ces syndicats et fédérations en attendant la tenue de leurs assemblées générales.

Grève des commerçants du principal marché d'or au Soudan

Après les grèves à répétition touchant les fonctionnaires ainsi que certains marchés régionaux de biens de consommation, c'est au tour des commerçants du « Gold Building » à Khartoum, principal centre d'achat et vente d'or, de suspendre leurs activités le 28 novembre dernier. Ces négociants protestent contre la concurrence déloyale des grandes sociétés qui achètent l'or à un prix supérieur à celui fixé par les autorités. Ils protestent également contre le contrôle qu'exerce dorénavant sur eux la SMRC,

qui en principe n'a d'autorité que sur la collecte de redevances sur la production d'or et non sur la vente.

📍 Soudan du Sud

Financement d'urgence de 113 MUSD par le FMI

Mardi dernier, le Fonds Monétaire International (FMI) a déclaré qu'il verserait 112,7 MUSD au Soudan du Sud dans le cadre du *Food Shock Window*, un nouveau volet du *Rapid Credit Facility (RCF)* existant. Avec ce nouvel accord, qui devrait être approuvé dans les semaines à venir par le conseil d'administration du FMI, l'encours total des crédits alloués au pays par l'organisme s'élèvera à 322 MUSD. A court terme, ce nouveau financement d'urgence cible l'insécurité alimentaire, le renforcement des réserves en devises nationales ainsi que le soutien aux dépenses sociales. Le FMI a par ailleurs ajouté que les fonds soutiendront les efforts du gouvernement actuel vers leur objectif de stabilité macroéconomique et de soutenabilité de la dette à plus long terme.

📍 Tanzanie

Lancement de la construction du nouvel aéroport à Dodoma, Msalato International Airport

La présidente Samia Suluhu Hassan a posé le 30 octobre la première pierre pour la construction du nouvel aéroport de Dodoma, Msalato International Airport, situé à 12 km de Dodoma. Le projet a été initié pour doter la nouvelle capitale située à 441 km de Dar es-Salaam, d'infrastructures de transport adaptées. Les travaux qui devraient durer 4 ans sont confiés à un groupement d'entreprises chinoises composé de Sinohydro Corporation, Beijing Sinoaero

Construction Engineering Co et China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Co. Cette infrastructure nécessitera un investissement de 329,5 MUSD selon la Banque africaine de développement (BAD), le principal bailleur qui en cofinance les travaux à hauteur de 67,3 %. Le reste sera apporté par l'Africa Growing Together Fund (AGTF). Le futur aéroport deviendrait le 5ème aéroport international de Tanzanie et pourra accueillir 1,7 million de passagers par an. L'aéroport actuel, bien que récemment agrandi, ne peut accueillir que des avions petits et moyens porteurs.

Le gouvernement a approuvé la décision de la Tanzania Ports Authority (TPA) de mettre fin au contrat avec la Tanzania International Container Services (Ticts)

Le Secrétaire permanent du ministère des Travaux publics et des Transports, M. Gabriel Migire, a déclaré que le gouvernement avait validé la décision de la TPA de ne pas renouveler son contrat avec Ticts (Hutchison Ports Tanzania). Le conseil d'administration de la TPA a décidé de résilier le contrat, qui durait depuis 22 ans, après que les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur les principales conditions. Le contrat de cinq ans de Ticts, qui expirait au 30 septembre 2022, avait été prorogé de trois mois pour permettre les discussions en vue du renouvellement de la concession. Le directeur général adjoint de TPA, M. Juma Kijavara, a déclaré qu'à l'issue du contrat avec Ticts le 31 décembre, TPA reprendrait les services et a assuré la continuité de la manutention des conteneurs via les quais 8 à 11.

Tanzanie : projet de modernisation du réseau d'égouts de Mwanza (MSNUP)

L'Autorité d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Mwanza (MWAWASA) et la Commission du bassin du lac Victoria (LVBC) ont signé un accord de financement de projet de 12,7 Md USD. Le projet, baptisé « Mwanza Sewer Network Upgrade Project (Projet de modernisation du réseau d'égouts de Mwanza) (MSNUP) », est un projet de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) financé par l'Union européenne (UE) et le gouvernement allemand. Le projet qui devrait être achevé d'ici 2026, vise à réduire la pollution du lac Victoria par les eaux usées. Le chantier portera sur la construction d'égouts de 14,4 km. L'objectif de ce projet est de réduire la quantité de déchets liquides rejetés dans le lac Victoria, à partir des villes côtières comme Mwanza. Les effluents de la ville contribuent significativement à la pollution du plus grand lac d'eau douce d'Afrique, long de 68 800 km, entraînant la perte de sa biodiversité aquatique.

Tanzanie : projet de construction de la 1ère autoroute à péage, annoncée pour 2023

A l'occasion de la 15ième édition du Joint Transport Sector Review Meeting, le ministre des Travaux publics et des Transports, Makame Mbarawa a annoncé que le gouvernement envisageait de lancer en 2023 la construction de la première autoroute à péage du pays, reliant les villes de Kibaha et de Morogoro situées dans l'Est. Le projet suivrait un modèle de partenariat public-privé (PPP). Selon l'Agence nationale des routes de Tanzanie, Tanroads, la construction de cette autoroute de 2X2 voies sur 215 km sera adaptée à la conduite à vitesse élevée, permettra de résorber les embouteillages et de réduire les accidents de la route. L'autoroute réduira aussi le temps de trajet entre les deux villes et améliorera leurs rapports commerciaux, Morogoro étant l'un des principaux centres d'affaires de Tanzanie.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à

Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international